

## Subvention d'équipement

# Assainissement non collectif

Délibération du 03 décembre 2019

Communautés  
de communes

Communes

Syndicats  
intercommunaux

## OBJECTIF DE L'INTERVENTION

L'action du Conseil départemental est destinée à aider au traitement des eaux usées dans le but de protéger la qualité du milieu récepteur.

## OBJET DE L'INTERVENTION

### Aides financières :

Les aides accordées dans le cadre de l'assainissement non collectif ont pour objet d'aider à la création des Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC), de soutenir les études diagnostiques des ouvrages existants et les réhabilitations des ouvrages non conformes.

## BÉNÉFICIAIRES ET CONDITIONS

Les communes ou les groupements de communes ayant la compétence, dont le prix de vente du m<sup>3</sup> d'eau potable est supérieur ou égal à 1 € HT, calculé sur la base de 120 m<sup>3</sup> d'eau consommée.

## MONTANTS DE L'AIDE

- 1 - Le taux de subvention maximum du Conseil départemental est de 25 % pour la création d'un SPANC (aide maximale de 3 750 € HT).
- 2 - Le taux de subvention maximum du Conseil départemental est de 20 % pour les études diagnostiques des ouvrages existants (aide maximale de 5 000 € HT par commune).
- 3 - Le taux de subvention maximum du Conseil départemental est de 20 % pour les travaux de réhabilitation des ouvrages diagnostiqués "**non conformes avec un délai de réalisation de travaux de 4 ans maximum**" sur un montant de dépenses plafonné\* à 7 500 € HT.  
(\*sauf pour les bâtiments communaux).

Le plafond des dépenses se décompose de la façon suivante :

- 7 000 € HT pour les travaux,
- 500 € HT pour l'étude pédologique.

# MODALITÉS DE L'AIDE ET COMPOSITION DU DOSSIER

## 1 - Conditions d'éligibilité :

- **pour la création du SPANC**, définir les statuts du SPANC et les compétences déléguées à ce service, rédiger un règlement de service approuvé par délibération,

- **pour l'étude diagnostique des ouvrages existants**, elle ne peut être initiée que si la collectivité a réalisé préalablement l'étude de zonage d'assainissement soumise à enquête publique,

- **pour les travaux de réhabilitation**, la prise de la compétence "réhabilitation" doit être mentionnée dans les statuts du SPANC et dans le règlement de service. Seuls les ouvrages identifiés non conformes avec un délai de réalisation de travaux de 4 ans maximum d'après les conclusions de l'étude diagnostique réalisée par le SPANC (selon l'arrêté du 27 avril 2012), sont éligibles (y compris ceux où il y a une absence totale d'installation).

Le SPANC doit informer les particuliers du résultat du diagnostic (ouvrage conforme ou non conforme avec délai ou sans délai).

Les travaux doivent être conformes aux dispositions réglementaires en vigueur.

Obligation de signer une convention de partenariat (SPANC-Département) avant tout engagement de travaux.

L'aide est mobilisable par le SPANC une fois par an sous forme d'un dossier de demande de subvention global concernant plusieurs ouvrages à réhabiliter (maximum une trentaine).

## 2 - Pour la programmation en Commission permanente, dans la limite des crédits disponibles :

L'avant-projet détaillé doit être transmis au Conseil départemental avant le 15 octobre de l'année N-1 pour être programmé l'année N.

Lorsque le dossier sera déclaré complet, le Conseil départemental en informera la collectivité et lui indiquera s'il est en mesure de le financer.

**Attention : les collectivités qui ont engagé leur programme sans l'autorisation du Conseil départemental ne pourront pas prétendre à une subvention.**

Le détail des pièces à fournir pour le paiement des subventions est joint en annexe 2.

## CONTACT

Conseil départemental du Puy-de-Dôme

Pôle Aménagement, Attractivité et Solidarités des Territoires

DAT - Service d'Assistance Technique à l'Eau et l'Assainissement

Tel : 04 73 98 02 40

Email : [satea@puy-de-dome.fr](mailto:satea@puy-de-dome.fr)

## Annexe 1 - Composition du dossier de programmation

**Cas particuliers:** - Le Conseil départemental veut favoriser la solidarité entre les communes ; pour cela il a appuyé ses aides sur un prix minimum de l'eau potable de 1 € HT/m<sup>3</sup> et un prix de l'assainissement de 0,85 € HT/m<sup>3</sup> calculés sur la base de 120 m<sup>3</sup> d'eau consommée. Le calcul des prix de vente du m<sup>3</sup> d'eau ou d'assainissement s'effectue ainsi : additionner la part fixe (abonnement) et la part variable correspondant à 120m<sup>3</sup> d'eau (hors fonds et redevances de l'Agence de l'Eau) et diviser cette somme par 120 m<sup>3</sup>.

- Pour un projet dont le coût est important, le Conseil départemental se réserve la possibilité de fractionner en tranches annuelles la subvention attribuée.
- Dans tous les cas, il est possible de cumuler l'aide du Conseil départemental avec d'autres aides publiques dans la limite d'un plafond de 80 % de subvention calculé sur le montant des dépenses éligibles.
- Concernant l'assainissement collectif : pour les collectivités dont tout ou partie du territoire administratif est situé dans le périmètre d'un contrat (contrats de rivières, contrats de lacs, Contrats territoriaux ...), une participation complémentaire de 5 points sera accordée par le Conseil départemental. Cette participation ne sera effective qu'après approbation du dossier définitif par les instances de l'Agence de l'Eau, elle couvrira la période de validité du contrat (environ 5 ans). Cette bonification de 5 % ne concernera que les opérations identifiées dans le programme d'actions du contrat.
- Concernant les travaux d'eau potable et d'assainissement collectif (réseaux d'eaux usées et stations d'épuration), le taux de subvention du Conseil départemental inclut une participation complémentaire de 5 points pour les collectivités dont le mode de gestion est la régie et pour les collectivités en contrat (affermage, concession, Délégation de Service Public,...) avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et pour toute la durée de leur contrat. Les collectivités qui signeront ou renouvelleront un contrat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ne bénéficieront pas de cette participation complémentaire de 5 points.

### **Composition du dossier de programmation (format papier et numérisé) :**

#### **1. Pour tous types de travaux :**

- la délibération du Conseil municipal ou de l'organe décisionnaire pour les groupements de communes fixant le prix de vente HT du m<sup>3</sup> d'eau potable réelle et/ou forfaitaire ainsi que le prix de l'assainissement,
- la délibération du Conseil municipal ou de l'organe décisionnaire pour les groupements de communes adoptant le projet, son plan de financement et autorisant le lancement de la consultation d'entreprises,
- un plan général de la collectivité indiquant les réseaux et ouvrages existants, tous les travaux futurs à réaliser par année de programmation et le détail de la tranche demandée,
- le plan de masse cadastré des travaux à réaliser,
- une notice explicative sur l'incidence du coût des travaux sur une éventuelle réévaluation du prix du m<sup>3</sup> d'eau facturé (plan de financement),
- une notice explicative des caractéristiques générales de la collectivité (population, consommation d'eau, nombre de branchements ...), le détail technique des installations existantes et des travaux futurs à réaliser par tranche,
- le détail estimatif des travaux ou de l'étude avec les honoraires du maître d'œuvre et les frais accessoires (acquisition de terrain, vérification d'étanchéité, frais d'annonces, frais administratifs, frais de procédure ...),
- le relevé des débits annuels en ressource (eau potable),
- le dernier rapport annuel de fonctionnement de la station d'épuration et/ou le rapport de visite corante de l'autosurveillance pour les stations supérieures à 2 000 EH (stations non suivies par le SATEA uniquement) (assainissement),
- les profils en long (assainissement) ou les cotes altimétriques (eau potable),

- la Déclaration d'Utilité Publique pour les travaux concernant les captages d'alimentation en eau potable,
- les autorisations de passage,
- les actes de propriété des terrains d'implantation des ouvrages à réaliser (sauf ANC),
- une notice particulière si ces travaux doivent être exécutés simultanément avec d'autres (voirie, enfouissement de lignes, aménagement de bourg ...) avec, si possible, copie des décisions de financement.

## **2. Pour les études «périmètres de protection de captages» en fonction de la phase à réaliser :**

- la copie de l'avis de l'hydrogéologue agréé,
- l'étude bilan de la ressource justifiant la mise à l'enquête des points d'eau,
- la copie de l'arrêté préfectoral avec la mention de l'inscription au service des Hypothèques,
- les plans parcellaires identifiant les différents périmètres pour tous les captages de la collectivité,
- le mémoire explicatif et estimatif des acquisitions foncières du périmètre de protection immédiat.

## **3. Pour les études d'assainissement ou d'alimentation en eau potable :**

- la délibération du Conseil municipal ou de l'organe décisionnaire pour les groupements de communes fixant le prix de vente HT du m<sup>3</sup> d'eau potable réel et/ou forfaitaire ainsi que le prix de l'assainissement,
- la délibération du Conseil municipal ou de l'organe décisionnaire pour les groupements de communes adoptant le projet, son plan de financement et le choix du prestataire en précisant le montant de l'étude et les frais annexes (enquête publique, frais d'assistance, suivi agronomique de 1<sup>ère</sup> année, ...),
- la notice explicative et un exemplaire du Cahier des Clauses Techniques Particulières conforme à celui réalisé par l'Agence de l'Eau,
- le détail estimatif de l'étude incluant les frais annexes.

## **4. Pour l'assainissement non collectif :**

- la délibération du Conseil municipal ou de l'organe décisionnaire pour les groupements de communes adoptant le projet.

### **Rajouter pour la création du SPANC :**

- le détail estimatif des dépenses,
- les statuts du SPANC et les compétences déléguées à ce service,
- le règlement de service du SPANC approuvé par délibération.

### **Rajouter pour l'étude diagnostique des ouvrages existants :**

- une copie du cahier des charges,
- le détail estimatif des dépenses.

### **Rajouter pour les travaux de réhabilitation :**

- une notice explicative détaillée des travaux à réaliser (contrôle de conception),
- un exemplaire du rapport de l'étude diagnostique des ouvrages existants,
- un détail estimatif des travaux de réhabilitation (fournir deux devis dont le devis retenu),
- un exemplaire de l'étude pédologique par ouvrage à réhabiliter (si réalisée) ainsi que la facture acquittée correspondante,
- la convention de partenariat (SPANC-Département) dûment signée avec l'annexe dûment complétée.

## Annexe 2 - Paiement des subventions

---

### Pièces à fournir :

#### 1. Acomptes :

- l'acte d'engagement du marché signé avec l'entreprise ou la lettre/le bon de commande au fournisseur,
- la copie certifiée conforme de l'ordre de service portant la référence et le montant du marché,
- les factures acquittées, indiquant le numéro et la date de mandat, justifiant de 50 % de réalisation des travaux,
- un état des dépenses attesté par le comptable public de la collectivité,
- la photographie du panneau de chantier avec le logotype du Conseil départemental.

#### 2. Solde :

- le décompte définitif de l'entreprise et les factures acquittées, indiquant le numéro et la date de mandat (frais de maîtrise d'œuvre, de publicité, de reproduction, tests divers ...),
- l'état récapitulatif général des dépenses certifié conforme par le maître d'ouvrage avec la mention « pour solde de tout compte » et attesté par le comptable public de la collectivité,
- le plan de récolement des travaux exécutés (format papier et numérisé),
- le procès-verbal de réception des travaux,
- la photographie du panneau d'information en plexiglas 25 x 25 cm ou 12 x 12 cm implanté à demeure avec le logotype du Conseil départemental (le cas échéant).

#### Rajouter pour les travaux d'assainissement (station d'épuration) :

- la copie du rapport d'essais de garanties ou la réalisation d'un bilan 24 heures justifiant de l'atteinte des performances épuratoires attendues.

#### Rajouter pour les travaux d'assainissement (réseaux) :

- la copie du rapport d'étanchéité des canalisations et du passage caméra.

#### Rajouter pour les travaux d'eau potable :

- le procès-verbal d'essai de pression.

#### Rajouter pour les études d'assainissement ou d'AEP (zonages, diagnostics) :

- les factures acquittées, avec le numéro et la date de mandat (bureau d'études pour les différentes phases, Commissaire-enquêteur, publicité, frais d'assistance),
- les rapports, conclusions et carte de zonage de l'étude,
- les conclusions du Commissaire-enquêteur (étude de zonage),
- la délibération du Conseil de la collectivité actant les conclusions de l'étude/approuvant la carte de zonage après enquête publique.

#### Rajouter pour les études et travaux en assainissement non collectif :

- une copie du courrier transmis par le SPANC informant les particuliers du résultat du diagnostic (ouvrage

conforme/non conforme avec délai ou sans délai),

- le rapport de l'étude diagnostique des ouvrages existants,
- le document signé par le Président de la collectivité compétente ou le maire attestant de la conformité de l'assainissement non collectif après travaux (contrôle de réalisation).

**Rajouter pour les études «périmètres de protection de captages» :**

- l'avis de l'hydrogéologue agréé,
- la copie du rapport de consultation de la collectivité,
- l'arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique,
- l'inscription, au Service des Hypothèques, des servitudes et interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral.

Pour plus d'informations, voir le règlement financier du Conseil départemental.